

Dossier suivi par : XXXX
Tél. : XXXX
Courriel : recommandations@energie-mediateur.fr

N° de saisine : XXXX
N° de recommandation : 2014-1090

Objet : Recommandation du médiateur sur votre litige

Monsieur,

Ce litige concerne la prise en charge du coût des travaux de rénovation de la colonne montante de votre résidence. En effet, considérant que la copropriété est propriétaire de la colonne montante, le distributeur A refuse de prendre en charge ce coût.

Vous avez fait part à mes services d'un endettement important de la copropriété en précisant qu'elle ne pourra pas supporter ce coût supplémentaire.

J'ai analysé votre dossier ainsi que les observations que le distributeur A m'a adressées (jointes en annexe).

Tout d'abord, par courrier daté du 5 novembre 2013, le distributeur A vous a indiqué avoir constaté la non-conformité de la colonne électrique et a insisté « *sur le caractère urgent que présente [une] remise en état* ». Dans ce courrier, le distributeur A a ajouté que cette réparation était à la charge de la copropriété en sa qualité de propriétaire de la colonne montante.

Je ne dispose pas d'éléments pour remettre en cause l'expertise technique du distributeur A, en sa qualité de gestionnaire du réseau de distribution, dans son constat relatif à la nécessité de tels travaux.

Le distributeur A a précisé que les travaux sont à la charge de la copropriété dans la mesure où la colonne montante de l'immeuble a été construite avant la rédaction du modèle de cahier des charges de concession, en 1992.

Cette affirmation appelle les remarques suivantes de ma part :

Historiquement, les colonnes montantes électriques ont pu être construites, soit par les propriétaires des immeubles concernés, soit par des entrepreneurs agissant pour le compte desdits propriétaires et se rémunérant par des redevances perçues auprès des utilisateurs, soit par les concessionnaires qui les installaient gratuitement ou se rémunéraient également par des redevances.

Le décret n° 46-2503 du 8 novembre 1946¹, pris en application de la loi de nationalisation du 8 avril 1946, a entendu mettre fin à cette situation, notamment pour des motifs de sécurité. Ce décret a posé le principe général selon lequel, dès la publication de ce texte, ces colonnes montantes « *sont incorporées aux réseaux de distribution publique d'électricité* » sauf celles dont les propriétaires voulaient expressément conserver la propriété sans pouvoir, néanmoins, continuer à percevoir des redevances.

Un autre décret, n° 55-326 du 29 mars 1955², concernant le renforcement des colonnes montantes, a apporté quelques précisions. En effet, dans l'hypothèse où ces ouvrages appartenaient toujours aux propriétaires des immeubles, ces renforcements étaient à la charge

¹ Décret n° 46-2503 du 8 novembre 1946 relatif aux colonnes montantes d'électricité.

² Décret n° 55-326 du 29 mars 1955 relatif aux frais de renforcement des colonnes montantes d'électricité dans les immeubles d'habitation collective.

du distributeur dès lors que ces propriétaires acceptaient que ces colonnes montantes « *soient incorporées sans indemnité au réseau de distribution* ». Ce même décret apporte une réserve concernant les colonnes montantes mises en service ultérieurement par des propriétaires. Pour celles-ci, la prise en charge des renforcements par le distributeur suppose que ces ouvrages soient « *établis* » conformément aux normes françaises en vigueur définies par l'Union technique de l'électricité.

Depuis lors, le cahier des charges-type de concession de distribution publique d'électricité, approuvé par le décret n°60-1288 du 22 novembre 1960, puis les modèles de cahiers des charges successivement adoptés en 1992 et en 2007 ont, en application de ces textes, confirmé le droit pour les propriétaires de faire abandon au concessionnaire des colonnes montantes leur appartenant à charge pour le concessionnaire d'en assurer la maintenance et le renouvellement.

Il m'apparaît, dans ces conditions :

- qu'il existe, depuis 1946, une véritable présomption de transfert des colonnes montantes dans les concessions de distribution publique d'électricité, indépendamment de la date de signature de la concession localement applicable, et que c'est en conséquence au distributeur A d'apporter la preuve que les propriétaires des immeubles concernés auraient expressément manifesté la volonté d'en conserver la propriété ;
- que, en cas de doute, cet abandon peut au besoin être confirmé par les propriétaires (par une décision de l'assemblée générale pour les copropriétés ; décision notifiée au distributeur A par lettre recommandée), cette confirmation ne faisant alors que conforter un abandon déjà intervenu ;
- que, cet abandon ne peut être que pur et simple sans être soumis à aucune condition notamment de remise préalable aux normes aujourd'hui applicables, seules celles en vigueur lors de la mise en place de ces colonnes pouvant être exigées des propriétaires conformément aux dispositions susvisées de l'article 5 du décret de 1955.

Je n'ignore pas pour autant que la jurisprudence des tribunaux quant à la présomption de transfert des colonnes montantes dans les concessions de distribution est partagée, cette présomption notamment retenue par un arrêt de la Cour d'appel de Toulouse du 30 mars 2009 ayant plus récemment été contestée par un jugement du Tribunal de Grande Instance de Toulouse du 16 mai 2013.

Je recommande néanmoins au distributeur A de procéder à ses frais à la rénovation de la colonne montante de la Résidence XXXX après, au besoin, que la copropriété aura confirmé son abandon de cet ouvrage au profit du distributeur A.

Cette recommandation n'est pas contraignante mais elle clôt le traitement amiable de votre litige. Si vous êtes en désaccord avec son contenu, ou si le distributeur refuse de la mettre en œuvre, vous pouvez demander à un tribunal compétent de rendre un jugement sur le litige qui vous oppose (voir fiche ci-jointe).

En application des dispositions de l'article 3 du décret n°2007-1504, le distributeur A m'informera dans un délai de deux mois des suites données à cette recommandation.

N'hésitez pas à me solliciter au numéro de téléphone ci-dessus ou par courriel pour toute question relative à votre litige ou à la mise en œuvre de sa solution.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le médiateur national de l'énergie
Jean Gaubert